

Les Journées Nationales 1999 se sont déroulées dans l'académie d'origine de Monsieur l'Inspecteur Général René MOREAU qui fut pendant longtemps IPR à Bordeaux. C'est également une figure familière de l'UdP, entre autre à travers le BUP puisqu'il a signé plus de quarante articles (BUPDOC dixit !) et par sa participation toujours renouvelée à toutes nos manifestations nationales. C'est pour nous une occasion de lui manifester nos remerciements et notre sympathie que de reproduire ici, avec son accord, le discours qu'il a prononcé, au titre de l'Inspection Générale, lors de la séance d'ouverture qu'il présidait avec Josette MAUREL, Présidente de l'Union des Physiciens et Monsieur le Recteur de l'Académie de Bordeaux.

Le Bureau National

Bordeaux toujours...

par René MOREAU
IGEN

En premier lieu, je voudrais exprimer tout l'intérêt que le groupe que je représente, l'Inspection Générale de physique-chimie, porte à ces journées. A l'Inspection Générale, nous savons que les problèmes que nous ressentons comme importants, dès lors qu'il s'agit des élèves, des professeurs ou de la discipline, sont vécus comme tels par l'UdP et vice versa. Aussi une manifestation de cette ampleur ne peut nous laisser indifférents et tout ce qu'on y apprend, tout ce qui s'y passe, nous intéresse.

J'ai demandé à mon groupe de me désigner pour le représenter ici, dans cette académie où j'ai été un IPR comblé : je tenais beaucoup, en effet, à témoigner publiquement de mon attachement à ces journées, organisées avec tant de soin et de dévouement et qui, par leurs conférences tout d'abord, mais aussi leurs ateliers et leurs visites d'usines ou de laboratoire, m'ont, depuis trente ans, tant apporté et tant appris. Si j'en juge par le soin que l'actuel Président de la section académique de Bordeaux a mis à préparer celles-ci, avec son équipe, il est impossible que ces journées 99 ne soient pas appréciées de tous. Merci donc à l'Union des Physiciens dans son ensemble pour ces journées de formation et de réflexion et à mon groupe pour m'avoir permis de le dire.

Traditionnellement, l'Inspection Générale, lors de ces journées, donnait des informations aux congressistes sur les orientations du Ministère en matière de programmes, d'examens, etc. Je ne le ferai pas cette année. Par la volonté du Ministre, en effet, le rôle de l'Inspection Générale a été profondément modifié. C'est ainsi qu'elle est désormais

totalement absente du processus d'élaboration des programmes comme du choix d'éventuels allègements, etc.

Elle peut encore, si besoin est, être appelée à réfléchir, avec d'autres, à tel ou tel aspect du fonctionnement futur des lycées, des collèges ou des écoles, mais, d'une manière générale, ce que le Ministre demande à notre corps, c'est d'évaluer le système éducatif à travers ses composantes que sont les établissements, les académies ou à travers les programmes, les examens ou encore, plus généralement, à travers tel ou tel aspect de l'enseignement, disciplinaire ou transversal.

A propos d'évaluation disciplinaire, j'ai, l'an passé, été désigné par mon groupe pour conduire une évaluation des travaux pratiques au lycée.

Il n'est pas question de faire devant vous l'analyse de cette évaluation, mais je voudrais vous en livrer ce qui me semble en constituer les conclusions majeures :

- les élèves sont attachés aux travaux pratiques ;
- les professeurs traitent avec beaucoup de sérieux cette forme d'enseignement, qu'il s'agisse du travail de préparation, de la recherche de sujets, des corrections ou du respect de l'horaire ;
- les laboratoires, le matériel, notamment l'équipement informatique, donnent généralement satisfaction ; c'est une conséquence de l'attention que les régions portent aux lycées.

Voici pour les principaux points positifs.

Les points faibles sont essentiellement les suivants :

- Les professeurs travaillent de manière trop personnelle. Plus de la moitié d'entre eux, lorsqu'ils préparent une séance de TP et qu'ils en rédigent le protocole, sous forme d'une fiche, par exemple, le font seuls. Sans qu'aucun collègue ne relise leur fiche et ne puisse leur dire, par exemple : «je ne comprends pas ce passage» ou bien «je ne vois pas très bien où tu veux en venir ; que cherches-tu à faire acquérir avant tout dans ce TP ?». Or le sens général du TP échappe souvent aux élèves, particulièrement à ceux de seconde dont l'attention est plus difficile à mobiliser. Il y a certainement un lien entre ces deux faits.
- La directivité des professeurs est généralement très grande et l'encadrement des activités des élèves très strict. Pour une grande partie des élèves d'aujourd'hui, cette directivité suscite la passivité et limite l'efficacité des séances de TP, c'est-à-dire leur pouvoir de formation. Autrement dit, le désir de bien faire des professeurs qui les amène à guider leurs élèves dans leurs observations, leurs manipulations, leurs calculs et leurs conclusions a pour effet pervers un effort intellectuel réduit de ces mêmes élèves.

Même si j'ai un peu forcé le trait, voilà pour les points faibles.

Comment y remédier ?

– Faire disparaître le premier point faible ne nécessite qu'un changement d'état d'esprit : des journées comme celles-ci, où l'on se retrouve entre collègues, notamment dans les ateliers, contribueront certainement à faire évoluer la situation et à prendre de bonnes résolutions de travail en équipe.

– Passons au second point.

Pour progresser, il faut d'abord adhérer à l'idée selon laquelle l'accroissement de l'initiative personnelle des élèves augmente l'efficacité de l'enseignement qu'ils reçoivent. Les cent cinquante professeurs interrogés dans cette enquête, dans leur majorité, n'y sont pas hostiles ; c'est cette idée, d'ailleurs, qui a sous-tendu la création des TIPE dans les classes préparatoires ; c'est elle, aussi, qui inspire certainement la création des TPE en première et en terminale ; c'est elle encore qui innerve toute l'opération dite de «La main à la pâte» à l'école primaire.

Mais, même si l'idée est acquise, comment s'y prendre pour concevoir des séances différentes, au contenu cognitif allégé mais demandant une plus grande initiative aux intéressés ?

L'Union des Physiciens, grâce à des ateliers, dans les années précédentes, l'Inspection Générale, aussi, lors de journées de formation de formateurs, ont fait en sorte que des exemples de telles conduites de classe soient montrés par des professeurs qui les ont adoptés.

Manifestement, cela ne suffit pas.

C'est à la formation continue que revient cette tâche. Les Instituts de formation des maîtres existent et c'est à eux de montrer aux professeurs, par des films commentés, par exemple, comment s'y prennent, d'ores et déjà, ceux qui réussissent dans cette forme de pédagogie qui, au train où évolue le comportement des élèves, deviendra, à mon avis, indispensable.

J'arrête là mon commentaire sur les travaux pratiques mais je voudrais encore vous faire part d'une interrogation personnelle : depuis la Seconde Guerre mondiale, on peut dire que les efforts du pays, en ce qui concerne l'Éducation Nationale, ont eu pour objet sa démocratisation.

Cependant le processus de démocratisation, à mesure qu'il s'étend, puisqu'il parvient maintenant à toucher tous les milieux, entraîne une modification des contenus

d'enseignement, tout au moins en sciences et plus précisément en mathématiques et en physique. Alors qu'autrefois démocratiser l'instruction publique c'était offrir aux enfants de milieux jusque-là écartés des lycées le même enseignement que recevaient les autres (celui donc qui était réputé le meilleur), aujourd'hui le souci de démocratisation conduit à modifier les contenus offerts à tous de manière à ce que les derniers venus dans les lycées puissent s'y adapter sans trop de difficultés (je n'ose dire sans trop d'efforts).

Or, alors qu'on nous avait prédit l'inverse, le nombre d'élèves attirés vers les études scientifiques ne cesse de décroître. C'est vrai pour les classes préparatoires, c'est encore plus vrai pour les universités où la baisse du nombre de doctorants est très mal vécue. Je sais bien que la concomitance entre deux phénomènes n'entraîne pas forcément un lien de causalité entre eux, mais je me demande si, en ôtant année après année des programmes de physique (les choses sont toutes différentes pour la chimie), nombre de notions qui paraissaient autrefois essentielles et qui ont formé, entre autres, tous les prix Nobel qui sont actuellement les membres d'honneur de l'Union des Physiciens, on ne rend pas plus difficile la poursuite des études scientifiques. Ces études, en effet, nécessitent des efforts mais aussi, la continuité dans l'effort et l'on y prépare les élèves non en enlevant les obstacles mais en apprenant à les dominer.

Le travail de l'Union des Physiciens pour amener des élèves vers les études scientifiques, à travers les Olympiades, par exemple, m'apparaît comme admirable. Mais il ne suffit pas à enrayer la désaffection dont je parlais.

C'est pourquoi il faudrait peut-être inverser la tendance et faire en sorte, par exemple, qu'une véritable option scientifique, sans numerus clausus, soit offerte dès la classe de seconde aux élèves qui veulent faire de la physique afin que notre pays puisse continuer à bénéficier d'ingénieurs, de chercheurs et d'enseignants de qualité dans ce domaine.